

## TITRE II. — Recettes de capital

(En millions de francs)

Article	Nature des recettes	Estimations par article
<b>CHAPITRE VIII. — Crédits et participations</b>		
<b>Remboursement de crédits et liquidation de participations dans les entreprises</b>		
86.01.02	Remboursement d'avances récupérables (pour mémoire) .....	—
86.01.03	Remboursement d'avances récupérables .....	200,0
86.02.03	Liquidation de participations dans les entreprises (pour mémoire) .....	—
86.03.03	Remboursement de crédits par les entreprises (pour mémoire) .....	—
<b>Remboursement de crédits par des familles</b>		
87.01.02	Remboursement de crédits par des familles (pour mémoire) .....	—
87.01.03	Remboursement de crédits par des familles (pour mémoire) .....	—
<b>Remboursement de crédits par les provinces, les communes et administrations assimilées</b>		
89.01.02	Remboursement de crédits par les communes et les administrations assimilées (pour mémoire) .....	—
89.01.03	Remboursement de crédits par les communes et les administrations assimilées (pour mémoire) .....	—
<b>Total pour le Chapitre VIII ...</b>		<b>200,0</b>
<b>CHAPITRE 06. — Divers non répartis économiquement</b>		
06.04.01	Recettes patrimoniales diverses .....	1,0
06.05.02	Recettes patrimoniales diverses .....	1,0
06.06.03	Recettes patrimoniales diverses .....	1,0
<b>Total pour le Chapitre 06 ...</b>		<b>3,0</b>
<b>Total pour la Section 02. — Recettes non fiscales ...</b>		<b>279,8</b>
<b>Total pour le Titre II. — Recettes de capital ...</b>		<b>7 761,2</b>
<b>Total pour le Titre Ier et le Titre II ...</b>		<b>349 124,4</b>

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTRE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 449

14 DECEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant, pour l'année 1989, les communes en difficulté financière et les modalités de répartition de la somme affectée au critère visé à l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VIII, 2<sup>o</sup>;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 20 juillet 1989 fixant les règles du financement général des communes wallonnes, notamment l'article 20, § 4;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 16 juin 1989;

Considérant que des communes ont dû contracter au cours des dernières années des emprunts de trésorerie pour faire face à des difficultés financières considérables et spécifiques;

Considérant que, parmi celles-ci, les communes de La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur devront de ce fait effectuer dans les prochaines années des remboursements tels qu'il leur sera impossible d'équilibrer leur budget; qu'il en résulte pour elles une situation financière structurellement obérée;

Considérant qu'une intervention de 2 % dans les intérêts d'emprunts de trésorerie contractés par les pouvoirs locaux figure dans le décret du 18 décembre 1988 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1989 (secteur 3, section 32, titre I<sup>er</sup>, article 43.01); que dans un but de continuité, il s'indique d'agir de façon similaire à l'égard des charges d'intérêts et de renforcer l'intervention de la Région wallonne pour lesdites charges au profit des cinq communes précitées;

Considérant qu'il s'indique de fixer une annuité constante relative à la charge des emprunts de trésorerie contractés par les cinq communes précitées et que donc cette nouvelle annuité à supporter sera supérieure à l'annuité supputée dans leur budget 1989;

Considérant d'autre part que la commune de Honnelles a bénéficié, seule en 1989, d'un emprunt de trésorerie garanti par la Région wallonne, pour faire face à ses difficultés financières; que la Région wallonne prendra dès lors à sa charge 2 % dans les intérêts de cet emprunt; que cette charge d'intérêt peut à bon droit être prélevée sur la tranche prévue à l'article 20, § 4, du décret précité, étant donné la situation des finances de Honnelles; qu'il s'indique, vu sa tardiveté, que l'intervention régionale représente une annuité complète;

Considérant enfin qu'entre 1987 et 1989, les communes qui ont bénéficié d'un ou de plusieurs emprunts de trésorerie garanti par la Région wallonne ont accepté de recevoir un inspecteur régional dont le traitement et les frais de mission étaient à leur charge; que ces traitements et frais, au lieu d'être prélevés à charge des communes concernées, ont été simplement portés au débit du compte n° 091-0085660-38 ouvert par la Région wallonne au Crédit communal de Belgique;

Considérant que les communes concernées aggraveraient leurs difficultés financières ou ne manqueraient pas d'en connaître de nouvelles si un prélèvement représentant un total actuel de quelque 60 millions F — soit deux années de traitement et trois années de frais — venait à être effectué à présent; qu'il s'en suit que la tranche visée à l'article 80, § 4, du décret précité, peut à juste titre servir pour permettre à ces communes d'apurer — à concurrence du solde de ladite tranche le solde débiteur du compte n° 091-0085660-38;

Vu l'accord du Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne;

Vu l'urgence motivée d'une part, par le fait que, eu égard à la situation financière de ces communes, il s'indique de fixer sans retard les modalités de répartition de la somme revenant à celles-ci, et, d'autre part, par l'obligation qui incombe aux cinq premières communes citées, d'arrêter au plus tôt un nouveau plan d'assainissement de leurs finances, plan qui devra en outre recevoir l'accord de l'Exécutif régional wallon avant la fin de l'exercice 1989;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année 1989, sont reconnues en difficulté financière les communes suivantes :

1<sup>o</sup> La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur;

2<sup>o</sup> Honnelles;

3<sup>o</sup> les autres communes ayant bénéficié d'un ou plusieurs emprunts de trésorerie garantis par la Région wallonne et qui, au cours des années 1987 à 1989, ont eu un inspecteur régional dont le traitement et les frais de mission ont été imputés au compte n° 091-0085660-38 « frais des inspecteurs régionaux » ouvert par la Région wallonne au Crédit communal de Belgique.

**Art. 2.** Il est accordé aux communes de La Louvière, Mons, Seraing, Verviers et Namur une intervention représentant la prise en charge de 3 % d'intérêt dans les emprunts d'aide extraordinaire, les emprunts d'assainissement et les reconstructions des charges échues desdits emprunts pour autant qu'ils aient été contractés par les communes précitées depuis l'année 1981 et que leur remboursement ait été étalé jusqu'en 2010.

L'intervention correspond à la différence entre l'annuité totale calculée au taux en vigueur de ces emprunts et l'annuité totale calculée à ce taux diminué de 3 %.

**Art. 3.** Il est accordé à la commune de Honnelles une intervention représentant la prise en charge de 2 % d'intérêt dans l'emprunt de trésorerie de 23 000 0000 F contracté par la commune.

L'intervention correspond à 2 % d'une annuité.

**Art. 4.** Après l'attribution des interventions visées aux articles 2 et 3, il est accordé, sur le solde de la tranche, une intervention à toutes les communes où, au cours des années 1987, 1988 ou 1989, un inspecteur régional a exercé une mission de contrôle.

L'intervention est calculée au prorata du nombre de mois de la mission de l'inspecteur régional, au cours de ces années, dans la commune considérée et au prorata du chiffre de population de la commune au 1<sup>er</sup> janvier 1988.

**Art. 5.** Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés  
et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 449

14. DEZEMBER 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Bestimmung, für das Jahr 1989, der Gemeinden, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden, und der Modalitäten für die Verteilung der für das in Artikel 20, § 4, des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden erwähnte Kriterium bestimmten Summe

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6, § 1, VIII Nr. 2;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrates vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Wallonischen Gemeinden, insbesondere des Artikels 20, § 4;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 9. August 1980 und durch das Gesetz vom 16. Juni 1989;

In der Erwägung, daß gewisse Gemeinden in den letzten Jahren Kassenkredite aufnehmen mußten, um erhebliche und spezifische finanzielle Schwierigkeiten zu bewältigen;

In der Erwägung, daß unter diesen Gemeinden die Gemeinden La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur deshalb in den kommenden Jahren dermaßen Rückzahlungen werden leisten müssen, daß sie nicht instande sein werden, ihren Haushaltsplan im Gleichgewicht zu halten; daß ihre Finanzen dadurch strukturell mit Schulden belastet sein werden;

In der Erwägung, daß im Dekret vom 16. Dezember 1988 zur Festlegung der Ausgaben des Haushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1989 (Sektor 3, Abschnitt 32, Titel I, Artikel 43.01) eine Beteiligung von 2 % an den Zinsen der von den lokalen Behörden aufgenommenen Kassenkredite aufgeführt ist; daß man um der Kontinuität willen hinsichtlich der Zinsenlast ähnlich vorgehen sollte und die Beteiligung der Wallonischen Region für die besagte Last zugunsten der fünf vorerwähnten Gemeinden erhöhen sollte;

In der Erwägung, daß in bezug auf die Last der von den fünf vorerwähnten Gemeinden aufgenommenen Kassenkredite eine feste Annuität bestimmt werden sollte und daß diese neue Annuität, die zu tragen ist, also über der Annuität liegen wird, die im Haushaltsplan dieser Gemeinden für 1989 berechnet ist;

In der Erwägung außerdem, daß die Gemeinde Honnelles 1989 als einzige einen von der Wallonischen Region garantierten Kassenkredit erhalten hat, um ihre finanziellen Schwierigkeiten zu bewältigen; daß die Wallonische Region demnach 2 % der Zinsen dieses Kredits übernehmen wird; daß diese Zinsenlast angesichts der Finanzlage von Honnelles zu Recht von der in Artikel 20, § 4 des vorerwähnten Dekrets vorgesehenen Summe abgezogen werden kann; daß die regionale Beteiligung eine volle Annuität darstellen sollte, da sie später erfolgt ist;

In der Erwägung schließlich, daß die Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten haben, zwischen 1987 und 1989 die Anwesenheit eines regionalen Inspektors akzeptiert haben, dessen Gehälter und Dienstreisekosten zu ihren Lasten gingen; daß diese Gehälter und Kosten zur Last des von der Wallonischen Region beim Gemeindekredit von Belgien eröffneten Kontos Nr. 091-0085660-38 geschrieben worden sind, statt zu Lasten der betreffenden Gemeinden abgezogen zu werden;

In der Erwägung, daß die betreffenden Gemeinden ihre finanziellen Schwierigkeiten verschlimmern würden und bestimmt neue Schwierigkeiten haben würden, wenn jetzt ein Abzug vorgenommen würde, der sich zur Zeit auf insgesamt zirka 60 Millionen Franken - d.h. zwei Jahre Gehälter und drei Jahre Kosten - beläuft; daß demnach die in Artikel 20, § 4 des vorerwähnten Dekrets erwähnte Summe zu Recht dazu dienen kann, diesen Gemeinden die Möglichkeit zu geben, den Debitsaldo des Kontos Nr. 091-0085660-38 bis in Höhe des Restbetrags der besagten Summe abzudecken;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region;

Aufgrund der Dringlichkeit, begründet einerseits durch die Tatsache, daß die Modalitäten für die Verteilung des diesen Gemeinden zustehenden Betrags angesichts ihrer Finanzlage unverzüglich bestimmt werden sollten, und andererseits durch die den fünf erstgenannten Gemeinden obliegenden Verpflichtung, so früh wie möglich einen neuen Plan zur Sanierung ihrer Finanzen zu erstellen, wobei dieser Plan außerdem vor Ende des Rechnungsjahres 1989 von der Wallonischen Regionalexekutive genehmigt werden muß;

Auf Vorschlag des Ministers der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers für die Wallonische Region;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Für das Jahr 1989 werden folgende Gemeinden als solche anerkannt, die sich in finanziellen Schwierigkeiten befinden :

1. La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur;
2. Honnelles;
3. die anderen Gemeinden, die einen oder mehrere von der Wallonischen Region garantierte Kassenkredite erhalten haben und in den Jahren 1987 bis und 1989 einen regionalen Inspektor gehabt haben, dessen Gehalt und Dienstreisekosten zur Last des von der Wallonischen Region beim Gemeindekredit von Belgien eröffneten Kontos Nr. 091-0085660-38 « Kosten in bezug auf die regionalen Inspektoren » geschrieben worden sind.

**Art. 2.** Den Gemeinden La Louvière, Mons, Seraing, Verviers und Namur wird eine Beihilfe gewährt, die eine Beteiligung von 3 % an den Zinsen der Anleihen für außergewöhnliche Hilfe, der Sanierungsanleihen und der erneuten Konsolidationen der fälligen Lasten dieser Anleihen darstellt, sofern letztere nach 1980 von den vorerwähnten Gemeinden aufgenommen worden sind und ihre Rückzahlung sich bis 2010 erstreckt.

Die Beihilfe entspricht der Differenz zwischen der gesamten zum geltenden Zinssatz berechneten Annuität und der gesamten zu diesem um 3 % verringerten Zinssatz berechneten Annuität.

**Art. 3.** Der Gemeinde Honnelles wird eine Beihilfe gewährt, die eine Beteiligung von 2 % an den Zinsen des von dieser Gemeinde aufgenommenen Kassenkredits von 23 000 000 BF darstellt.

Die Beihilfe entspricht 2 % einer Annuität.

**Art. 4.** Nach Zuteilung der in den Artikeln 2 und 3 erwähnten Beihilfen wird allen Gemeinden, wo ein regionaler Inspektor in den Jahren 1987, 1988 oder 1989 eine Kontrollaufgabe ausgeübt hat, vom Restbetrag der Summe eine Beihilfe gewährt.

Die Beihilfe wird im Verhältnis zur Anzahl Monate, während deren der regionale Inspektor in diesen Jahren in der betreffenden Gemeinde den Auftrag erfüllt hat, und im Verhältnis zur Bevölkerungszahl der Gemeinde am 1. Januar 1988 berechnet.

**Art. 5.** Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers für die Wallonische Region ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft und den KMB,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezugsarbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N 90 — 449

14 DECEMBER 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot bepaling, voor het jaar 1989, van de gemeenten die financiële problemen hebben en tot bepaling van de modaliteiten voor de verdeling van het bedrag bestemd voor het criterium bedoeld in artikel 20, § 4 van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financiering van de Waalse Gemeenten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, VIII, 2°;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 20 juli 1989 tot vaststelling van de algemene financiering van de Waalse Gemeenten, inzonderheid op artikel 20, § 4;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 9 augustus 1980 en door de wet van 16 juni 1989;

Overwegende dat, van die gemeenten, de gemeenten La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen die leningen diensgevolge in de komende jaren zullen moeten terugbetalen en dat het dus voor hen onmogelijk zal zijn hun begroting sluitend te maken; dat zij zich daardoor in een structureel financieel toestand bevinden;

Overwegende dat een tegemoetkoming van 2 pct. in de interesten van de door de lokale besturen gesloten kasgeldleningen in het decreet van 16 december 1988 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1989 (sektor 32, afdeling 3, titel 1, artikel 43.01) wordt voorzien; dat het in het belang van de continuïteit geboden is dat dezelfde procedure op de interestlasten zou worden toegepast en dat de tegemoetkoming van het Waalse Gewest in die lasten ten voordele van de vijf voormelde gemeenten zou worden verstrekt;

Overwegende dat het geboden is een vaste annuïteit vast te stellen voor de last van de kasgeldleningen aangegaan door de vijf voormelde gemeenten en dat die nieuwe annuïteit dus groter zal zijn dan die die geraamd werd in hun begroting 1989;

Overwegende eveneens dat alleen de gemeente Honnelles in 1989 een door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldlening heeft genoten om haar financieel problemen het hoofd te bieden; dat 2 pct. van de interesten van die lening ten laste van het Waalse Gewest zal komen; dat die interestlast op de in artikel 20, § 4, van het voormelde decreet bedoelde tranche kan worden geheven, rekening houdend met de financiële toestand van de gemeente Honnelles; dat het, gelet op vertraging ervan, geboden is dat de tegemoetkoming van het Gewest een volledige annuïteit vormt;

Overwegende tenslotte dat de gemeenten, die tussen 1987 en 1989, één of verschillende door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten, aanvaard hebben een gewestelijk inspecteur te ontvangen wiens wedde en opdrachtkosten te hunnen laste komen; dat de rekening nr. 091-0085660-38 geopend op naam van het Waalse Gewest bij de Gemeentekrediet van België met die wedden en kosten gewoon wordt gedebiteerd, tenzij zij door de betrokken gemeenten betaald moesten worden;

Overwegende dat de betrokken gemeenten hun financiële problemen zouden verzwaaren of nieuwe financiële problemen zouden kunnen hebben, indien nu een actueel bedrag van 60 miljoen — dat is twee jaar wedden en drie jaar kosten — nu geheven zou worden; dat de in artikel 20, § 4 van het voormelde decreet bedoelde tranche kan worden aangewend om die gemeenten in de mogelijkheid te stellen het debetsaldo van rekening nr. 091-0085660-38 ten belope van het saldo van die tranche — in orde aan te zuiveren.

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, verantwoord enerzijds door het feit dat, rekening houdend met de financiële toestand van die gemeenten, het geboden is onverwijld de modaliteiten vast te stellen inzake verdeling van de som die hun toekomt en, anderzijds, krachtens de verplichting die de vijf voormelde gemeenten hebben, zo vroeg mogelijk een nieuw saneringsplan voor hun financiën vast te stellen, dat bovendien het akkoord van de Waalse Gewestexecutieve zal moeten krijgen voor het einde van het begrotingsjaar 1989;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

Besluit :

Artikel 1. Voor het jaar 1989 worden de volgende gemeenten erkend als gemeenten met financiële problemen hebben :

1° La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen;

2° Honnelles;

3° de andere gemeenten die één of meerdere door het Waalse Gewest gewaarborgde kasgeldleningen hebben genoten en die, gedurende de jaren 1987-1989, een gewestelijke inspecteur hebben ontvangen wiens wedde en opdrachtkosten ten laste komen van de rekening nr. 091-0085660-38 « Kosten van de gewestelijke inspecteurs », geopend op naam van het Waalse Gewest bij de Gemeentekrediet van België.

Art. 2. Aan de gemeenten La Louvière, Bergen, Seraing, Verviers en Namen wordt een tegemoetkoming van 3 pct. verleend in de interesten van de leningen voor uitzonderlijke hulp, de saneringsleningen en de reconsolidaties van vervallen lasten van die leningen, voor zover die door de hierboven vermelde gemeenten gedurende het jaar 1981 werden aangegaan en de terugbetaling ervan tot 2010 werd gespreid.

De tegemoetkoming bedraagt het verschil tussen de totale annuïteit berekend op het geldende percentage van die leningen en de totale annuïteit berekend op dit percentage verminderd met 3 pct.

Art. 3. Aan de gemeente Honnelles wordt een tegemoetkoming van 2 pct. in de interesten van de door de gemeente aangegaan kasgeldlening van 23 000 000 F.

De terugbetaling bedraagt 2 pct. van een annuïteit.

Art. 4. Na de toekenning van de in de artikelen 2 en 3 bedoelde tegemoetkomingen wordt, op het saldo van de tranche, een tegemoetkoming verleend aan alle gemeenten waar, gedurende de jaren 1987, 1988, of 1989, een gewestelijke inspecteur een controleopdracht heeft vervuld.

De tegemoetkoming wordt berekend naar rata van het aantal maanden tijdens welke de gewestelijke inspecteur zijn opdracht tijdens die jaren heeft vervuld in de betrokken gemeente en naar rata van het bevolkingscijfer van de gemeente op 1 januari 1988.

**Art. 5.** De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, de Gesubsidieerde Werken en het Water is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,  
A. COOLS

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK EXECUTIEVE

N 90 — 450

**31 DECEMBER 1989.** — Besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 september 1987 inzake verhuur in het Brussels Gewest, van woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor Huisvesting of door de erdoor erkende maatschappijen

De Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gezien de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gezien de wet van 2 juli 1971 tot goedkeuring van het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende het Wetboek van Huisvesting;

Op voorstel van de Minister die de Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft, op initiatief van de hem toegevoegde Staatssecretaris,

Besluit:

**Artikel 1.** Onderhavig besluit regelt een aangelegenheid waarvan sprake in artikel 107<sup>quater</sup> van de grondwet.

**Art. 2.** Artikel 14, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 27 september 1987 « inzake de huurprijzen, in het Brussels Gewest, van de woningen beheerd door de Nationale Maatschappij voor Huisvesting of door de erdoor erkende maatschappijen », wordt gewijzigd als volgt:

« § 1. De huurder geniet een vermindering van de werkelijke huurprijs gelijk aan :

— 5 % op basishuurprijs, voor één kind ten laste van het gezin;

— 10 % op de basishuurprijs, voor twee kinderen ten laste van het gezin.

Die verminderingen komen ten laste van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. »

§ 2. Indien de inkomsten van het gezin hoger zijn dan de referentie-inkomens, zal de huurder eveneens de vermindering van de huurprijs genieten, voorzien in § 1.

Die verminderingen komen ten laste van de Maatschappij.

**Art. 3.** Onderhavig besluit wordt van kracht op 1 januari 1990.

**Art. 4.** De Minister welke Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft en de hem toegevoegde Staatssecretaris is worden gelast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 31 december 1989.

Voor de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Voorzitter,  
Ch. PICQUE

De Minister van de Executieve  
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
welke de Huisvesting onder zijn bevoegdheid heeft,  
G. DESIR

De Staatssecretaris,  
D. GOSUIN

### EXECUTIEF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F 90 — 450

**31 DECEMBRE 1989.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 27 septembre 1987 relatif aux locations, dans la Région bruxelloise, des habitations gérées par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 2 juillet 1971 approuvant l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement;

Sur la proposition du Ministre ayant le Logement dans ses attributions, à l'initiative du Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 107<sup>quater</sup> de la Constitution.

**Art. 2.** L'article 14, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté royal du 27 septembre 1987 « relatif aux locations, dans la Région bruxelloise, des habitations gérées par la Société nationale du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci », est modifié comme suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le locataire bénéficie d'une diminution du loyer réel égale à :

— 5 % du loyer de base, pour un enfant à charge du ménage;

— 10 % du loyer de base, pour deux enfants à charge du ménage.

Ces diminutions sont à charge de la Région de Bruxelles-Capitale. »

§ 2. Si les revenus du ménage sont supérieurs aux revenus de référence, le locataire bénéficie également de la diminution du loyer réel prévu au § 1<sup>er</sup>.

Ces diminutions sont à charge de la Société.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 4.** Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions et le Secrétaire d'Etat qui lui est adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 décembre 1989.

Par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,  
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Exécutif  
de la Région de Bruxelles-Capitale  
ayant le Logement dans ses attributions,  
G. DESIR

Le Secrétaire d'Etat,  
D. GOSUIN